

**Le 3 janvier 2026, les États-Unis ont mené une opération militaire spectaculaire au Venezuela aboutissant à la capture du président Nicolás Maduro et de son épouse à Caracas. Cette action unilatérale, menée sous l'administration Trump, marque un tournant majeur dans la politique américaine en Amérique latine et soulève de nombreuses questions juridiques, stratégiques et géopolitiques.**

L'opération, techniquement impressionnante selon les observateurs, a été justifiée par l'administration américaine comme une réponse aux accusations de narcoterrorisme pesant sur Maduro, ainsi que par des préoccupations liées au trafic de drogue, aux flux migratoires et aux intérêts pétroliers américains dans la région. Le président Trump a annoncé que les États-Unis allaient « *diriger* » le Venezuela temporairement, notamment pour restaurer les infrastructures pétrolières dégradées du pays, bien que le Secrétaire d'État Marco Rubio ait par la suite nuancé cette affirmation.

Cette intervention soulève des interrogations majeures sur plusieurs plans. Sur le plan juridique, elle est largement considérée comme une violation du droit international et de la Charte des Nations Unies, notamment l'article 2(4) interdisant l'usage de la force contre un État souverain. Sur le plan stratégique, l'absence de plan clair pour la transition post-Maduro inquiète les analystes qui craignent une répétition des erreurs commises en Irak et en Afghanistan. Sur le plan politique, le maintien au pouvoir de l'essentiel du régime chaviste, avec la vice-présidente Delcy Rodríguez comme figure de transition, frustre les aspirations démocratiques des Vénézuéliens qui avaient massivement voté pour l'opposition en 2024.

La communauté internationale demeure divisée, avec des critiques ouvertes émanant de dirigeants de gauche en Amérique latine, tandis que les alliés traditionnels des États-Unis adoptent une position prudente. Cette opération s'inscrit dans ce que l'administration Trump appelle la « *doctrine Donroe* » (un jeu de mots avec Monroe), visant à réaffirmer la primauté américaine dans l'hémisphère occidental.

Les experts de la [Brookings Institution](#) proposent des analyses multidimensionnelles de cette intervention, examinant ses implications juridiques, économiques, militaires, énergétiques et géopolitiques. Leurs contributions, parfois convergentes, parfois divergentes, permettent de comprendre la complexité et les enjeux de cette opération qui pourrait redéfinir durablement les relations internationales dans la région.

### **Scott R. Anderson - Les limites de l'autorité présidentielle.**

Anderson analyse les fondements juridiques de l'opération en soulignant que l'exécutif américain considère que le président possède l'autorité constitutionnelle d'utiliser la force militaire sans autorisation du Congrès, tant que l'engagement n'est pas « *prolongé et substantiel* ». Cependant, il identifie des limites potentielles : le Secrétaire d'État Rubio a lui-même suggéré qu'une invasion complète pourrait nécessiter une autorisation parlementaire. La War Powers Resolution de 1973 impose également des limites temporelles qui pourraient entrer en jeu lors d'une campagne prolongée. Bien que l'opération Maduro n'ait pas rencontré

d'obstacles juridiques majeurs, une « *seconde vague* » d'actions militaires pourrait se heurter à des contraintes légales significatives.

### **Marcela Escobari et Alex Brockwehl - Une fenêtre étroite pour la transition démocratique.**

Escobari et Brockwehl identifient trois éléments critiques pour une transition démocratique réussie au Venezuela : la légitimité politique, la stabilisation économique et le réalignement militaire. Ils rappellent que la légitimité existe déjà avec la victoire électorale écrasante d'Edmundo González en 2024. Maintenir Delcy Rodríguez, une proche alliée de Maduro, comme présidente indéfiniment minerait la volonté populaire clairement exprimée. La stabilisation économique nécessite un programme massif ancré par le FMI d'au moins 50 milliards de dollars sur 18-24 mois, accompagné d'une aide humanitaire d'urgence. Le succès dépend également de la coopération des forces armées vénézuéliennes, qui doivent être unifiées sous autorité civile, avec des programmes d'amnistie conditionnelle pour les officiers de rang intermédiaire et des poursuites ciblées pour les crimes graves. Les auteurs insistent sur la nécessité d'une approche multilatérale pour assurer une transition durable.

### **Vanda Felbab-Brown - Des visions contradictoires pour l'avenir du Venezuela.**

Felbab-Brown met en lumière les contradictions flagrantes dans les déclarations de l'administration Trump. Le président a affirmé que les États-Unis allaient « *diriger* » le Venezuela jusqu'à la reconstruction de son infrastructure pétrolière, une vision évoquant un protectorat en totale contradiction avec le rejet antérieur du « *nation building* » par Trump. À l'opposé, le Secrétaire d'État Rubio a déclaré que les États-Unis n'auraient aucun rôle de gouvernance directe, utilisant plutôt le blocus des pétroliers sanctionnés pour influencer les politiques vénézuéliennes. Ce qui unit ces visions contradictoires est qu'elles laissent l'essentiel du régime Maduro au pouvoir, y compris Delcy Rodríguez et Vladimir Padrino López, écrasant ainsi les aspirations de liberté du peuple vénézuélien incarnées par María Corina Machado. L'auteure note également les ambitions territoriales élargies de Trump concernant le Groenland, révélant une application extensive de la doctrine Monroe réinterprétée.

### **Samantha Gross - Les revenus pétroliers ne financeront pas l'opération.**

Gross démonte méthodiquement l'argument de Trump selon lequel les revenus pétroliers vénézuéliens financeraient la présence américaine. L'industrie pétrolière vénézuélienne est en ruines : la production a chuté de 3,2 millions de barils par jour en 2000 à environ un million actuellement, suite à des années de mauvaise gestion et de sous-investissement depuis le licenciement massif d'employés de PDVSA par Hugo Chávez en 2002-2003. Restaurer la

production à son pic nécessiterait des années et des milliards de dollars d'investissement. De plus, le pétrole vénézuélien est principalement du brut extra-lourd et sulfureux, coûteux et complexe à produire, se vendant à prix réduit. Les raffineries américaines équipées pour traiter ce type de brut fonctionnent déjà à des taux d'utilisation très élevés. Enfin, les marchés pétroliers actuels sont bien approvisionnés avec des prix en baisse, réduisant les marges bénéficiaires. L'auteure rappelle l'échec similaire en Irak où les revenus pétroliers devaient financer la reconstruction.

### **Michael E. O'Hanlon - Une opération brillante mais problématique.**

O'Hanlon exprime des sentiments mitigés face à l'opération. Sur le plan positif, il salue l'excellence tactique de l'opération et note que Maduro, avec son passif sanglant et ses liens présumés avec le trafic de drogue, ne méritait aucune protection. La tentative initiale de l'administration de trouver un leader plus raisonnable au sein du gouvernement précédent semble pragmatique. Cependant, O'Hanlon s'oppose globalement à l'opération pour plusieurs raisons : le Congrès aurait dû être consulté pour autoriser un changement de régime par action militaire, le droit international ne peut sanctionner qu'un gouvernement utilise son propre système juridique pour attaquer un autre pays, et surtout, les leçons du Vietnam, de l'Irak et de l'Afghanistan montrent les immenses difficultés à construire la stabilité et la sécurité dans un pays, particulièrement sans déploiement massif de troupes. Il se montre pessimiste quant à la capacité de stabiliser le Venezuela compte tenu du nombre important de groupes criminels et d'acteurs violents.

### **Ted Piccone - Un coup porté à l'ordre international.**

Piccone dénonce l'opération comme représentant une régression majeure après des années d'éloignement de l'intervention militaire directe dans l'hémisphère occidental. L'administration Trump a ressuscité la doctrine Monroe non pour promouvoir la démocratie (Trump ayant rejeté l'opposition démocratique vénézuélienne), mais pour garantir l'accès américain aux ressources naturelles et stratégiques. Les motivations officielles varient selon les interlocuteurs : lutte contre la drogue, extraction pétrolière, effondrement de Cuba, ou une combinaison de ces facteurs. Avec 99,9% du régime chaviste originel intact et à peine l'ébauche d'un plan pour l'avenir du Venezuela, l'opération risque davantage de déstabiliser la région que d'améliorer la situation. Le véritable dommage, selon Piccone, est l'atteinte grave portée au droit international et à la coopération multilatérale, alors que la région était relativement stable. Les leaders conservateurs pro-américains en Argentine, au Chili, en Équateur et en Bolivie soutiennent l'opération, tandis que les leaders de gauche en Colombie, au Brésil et au Mexique critiquent verbalement mais éviteront probablement d'agir davantage pour préserver leurs intérêts économiques.

### **Elizabeth N. Saunders - Une intervention ayant des précédents dans un contexte**

**sans précédent.**

Saunders reconnaît que l'intervention s'inscrit dans une tradition américaine d'interventions en Amérique latine, notamment l'invasion du Panama en 1989 pour capturer Manuel Noriega. Cependant, elle souligne que le contexte institutionnel et international actuel est radicalement différent. Institutionnellement, contrairement au premier mandat de Trump, son administration actuelle est spécifiquement conçue pour faciliter tous ses caprices. Les conseillers poursuivent leurs propres agendas (Rubio visant à couper les liens Venezuela-Cuba, Miller cherchant à étendre les pouvoirs présidentiels), créant un « *logroll* » où chacun obtient quelque chose de différent sans s'accorder sur un plan post-Maduro. Sur le plan international, Trump opère dans un monde désormais sans loi, utilisant l'immense pouvoir de la présidence et la position dominante américaine pour détruire ce qui restait du droit international et des normes. En saisissant un dirigeant par la force militaire, Trump a peut-être ouvert la boîte de Pandore, avec des répercussions potentielles pour le Groenland, la Colombie, le Mexique, Taïwan et l'Ukraine.

**Caitlin Talmadge - Tactique brillante, stratégie absente.**

Talmadge critique l'opération comme emblématique de la façon de faire la guerre américaine depuis le 11 septembre : des tactiques spectaculairement efficaces par les forces spéciales, dangereusement déconnectées de toute stratégie cohérente pour produire un succès stratégique et politique. Renverser un dirigeant ne produit pas automatiquement un changement de régime, qui nécessite de reprogrammer les institutions d'un pays, y compris ses forces armées. Le Venezuela est deux fois plus grand que la Californie avec une population de près de 30 millions d'habitants, comparable à l'Irak en 2003 où les États-Unis ont envahi avec une force terrestre multi-divisions impliquant des centaines de milliers de soldats. L'administration a passé des mois à amasser des forces aériennes, navales et d'opérations spéciales dans les Caraïbes, mais il n'y a pas de force terrestre à grande échelle assemblée pour réellement « *diriger* » le pays. Le rejet par Trump de l'opposante démocratique María Corina Machado indique son désintérêt pour une véritable transition démocratique. L'auteure s'interroge sur la quantité de changement politique concernant les drogues, l'immigration et le pétrole qui résultera de la capture de Maduro, et sur la réponse américaine si le régime restant ne coopère pas.

**David G. Victor - Rendre le pétrole vénézuélien à nouveau grand ?**

Victor exprime son scepticisme quant au fait que l'invasion soit centralement motivée par le pétrole, notant qu'il existe des moyens moins coûteux et risqués de produire du pétrole, et que le marché pétrolier mondial est déjà orienté vers l'offre excédentaire. Néanmoins, à court terme, le Venezuela est mûr pour l'expertise et les capitaux occidentaux après des années de

négligence. Des investissements modestes de quelques milliards de dollars, associés à une stabilité politique suffisante, pourraient permettre à certaines entreprises américaines (d'abord Chevron, déjà présent depuis des années, suivi par ConocoPhillips et les entreprises de services comme Halliburton et Baker Hughes) d'augmenter la production des champs existants tout en étant payées en pétrole. À long terme, l'ouverture de nouveaux gisements et l'expansion massive nécessiteraient environ 100 milliards de dollars et des horizons temporels beaucoup plus longs, impliquant plus de risques. Le brut extra-lourd du Venezuela est en concurrence avec des approvisionnements similaires d'autres pays et nécessite des investissements supplémentaires pour le traiter. Un facteur important à surveiller : les entreprises russes et chinoises sont venues dominer le pays pendant que les Américains étaient écartés. Seront-elles maintenant discrètement mises de côté ?

### **Valerie Wirtschafter - La « doctrine Donroe » et la déstabilisation de l'Amérique latine.**

Wirtschafter souligne l'incohérence flagrante entre l'indication que les troupes américaines pourraient stabiliser le pays et imposer un changement de régime, et l'éthos « *America First* ». Au-delà du dangereux précédent pour les autoritaires cherchant à renverser d'autres dirigeants dans le monde, le changement de régime imposé de l'étranger est un outil dont l'efficacité fait consensus : la démocratisation par la force est très coûteuse et fonctionne rarement, en supposant que la démocratisation soit même l'objectif. Les explications émanant de l'administration varient : application de la loi contre la drogue, extraction pétrolière, ou espoir d'un effondrement subséquent de Cuba. Avec 99,9% du régime chaviste originel intact, à peine le concept d'un plan pour l'avenir du Venezuela, et les chances défavorables du changement de régime imposé de l'étranger, les événements du week-end semblent au mieux peu susceptibles d'améliorer la situation désastreuse des Vénézuéliens. Ils pourraient plutôt conduire à une déstabilisation régionale, des vides de pouvoir et un enracinement accru du crime organisé, en l'absence d'un investissement américain massif et pluriannuel peu probable.

### **Kelebogile Zvobgo - L'exposition des limites du droit international.**

Zvobgo constate que plusieurs responsables de l'ONU, dirigeants étrangers, démocrates américains et commentateurs s'accordent sur le fait que les frappes américaines contre le Venezuela violent le droit international, notamment l'article 2(4) de la Charte des Nations Unies interdisant l'usage de la force contre un autre État ou l'ingérence dans ses affaires intérieures. Cependant, les institutions internationales, particulièrement l'ONU, peuvent faire peu pour sanctionner cette conduite. Les sanctions de l'ONU sont appliquées par le Conseil de sécurité, où les États-Unis disposent d'un droit de veto en tant que membre permanent. De plus, les États-Unis n'acceptent pas la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice (CIJ). Le Venezuela pourrait un jour tenter de contester les États-Unis devant la CIJ pour violation du

droit international, comme le Nicaragua l'a fait dans les années 1980. La CIJ avait donné raison au Nicaragua, mais l'administration Reagan avait refusé de participer à la phase au fond, n'avait pas reconnu le jugement, et avait mis fin à la pratique américaine de reconnaître automatiquement la juridiction de la CIJ. La Cour pénale internationale (CPI) n'a pas juridiction sur le crime d'agression pour les ressortissants d'États non membres comme les États-Unis, immunisant ainsi les décideurs américains contre toute poursuite. Plus problématique encore, de nombreux dirigeants étrangers se montrent réticents à s'opposer à Washington. L'auteure conclut que cela pourrait marquer la fin de l'ordre international fondé sur des règles tel qu'il existe depuis la Seconde Guerre mondiale.